

Sécurisation de l'emploi et de la formation : une réponse révolutionnaire au tsunami du chômage

Denis Durand

Ce n'est pas parce que l'économie s'effondre et risque d'entraîner avec elle toute la civilisation qu'il faut renoncer à une transformation radicale de la société, au contraire. La crise met encore plus à l'ordre du jour une composante majeure du projet communiste : la mise en chantier d'un chemin vers l'éradication du chômage par le dépassement du marché du travail capitaliste.

La prochaine manifestation de la crise révélée par la pandémie du Covid 19 sera une explosion du chômage.

Elle a déjà commencé aux États-Unis où dix millions de salariés se sont inscrits au chômage dans les deux premières semaines de l'épidémie ; ils sont près de 40 millions à l'heure où ces lignes sont écrites. En France, le nombre d'inscrits à Pôle emploi s'est envolé en mars et surtout en avril, tandis que les demandes de recours au dispositif de chômage partiel touchent plus de la moitié des salariés du privé. La dégradation qui s'annonce dans les prochains mois donne le vertige.

Face à cette situation sans précédent, gouvernements, dirigeants d'entreprises et financiers s'activent avec un mot d'ordre : vite, retour à la rentabilité !

Les groupes multinationaux, comme General Electric, Renault, Airbus ou Air France (malgré toutes les aides publiques dont bénéficie le groupe) ont déjà exprimé l'intention d'accélérer les restructurations et les suppressions d'effectifs qu'ils programmaient dès avant l'épidémie. Ils renforcent la pression sur leurs sous-traitants : autant d'entreprises petites et moyennes dont la survie est menacée, et qui viennent s'ajouter aux myriades de PME-TPE du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce dont la

trésorerie ne résistera pas plus de quelques mois à l'effondrement de leur chiffre d'affaires.

En perspective : des centaines de milliers, peut-être des millions de chômeurs en plus, mais aussi des millions de salariés soumis au chantage patronal pour leur faire accepter restrictions salariales et dégradations des conditions et des horaires de travail. Une jeunesse entière dont l'entrée sur le marché du travail est compromise. Et un cortège sans précédent de misère, d'injustices et de révoltes.

Que faire face à cette catastrophe ? Attendre que l'orage passe en faisant confiance à la capacité de rebond de l'économie capitaliste ? Tout au plus amortir le choc en dédouanant les entreprises de leur responsabilité et en faisant jouer à l'État le rôle d'« employeur en dernier ressort », au moment où la récession tarit ses ressources fiscales ? Ce serait ignorer les causes réelles de la situation, et le sens des agissements du pouvoir politique et du patronat lorsqu'ils cherchent à profiter de la crise, et du désarroi qu'elle produit, pour rendre encore plus écrasante la domination du capital. Écrasante pour les salariés, ceux qui sont rejetés dans le chômage mais aussi ceux à qui le capital demande sans cesse de « travailler plus », y compris, désormais, chez eux, malgré les gains vertigineux de la productivité du travail engendrés par les nouvelles technologies. Écrasante

contre ces biens communs de l'humanité que sont le climat, la biodiversité, la qualité de l'air et de l'eau... Mais écrasante aussi pour l'économie mondiale, affaiblie par les marchés financiers et leur pression incessante contre les services publics, déstructurée par les multinationales qui aménagent les chaînes d'activité au gré de leurs exigences de rentabilité, et qui transforment les promesses de la révolution informationnelle en une malédiction déflationniste lorsqu'elles l'utilisent pour réduire le coût du travail en réduisant leurs effectifs et en précarisant leur main-d'œuvre.

Les politiques d'accompagnement du chômage au bord du gouffre

On ne peut donc pas se contenter de faire prendre en charge par l'État la rémunération des salariés dont l'emploi serait supprimé. Ce serait encourager les entreprises à réduire les effectifs. Et avec quelles ressources serait alors financée la rémunération de millions de chômeurs dans une économie en pleine récession ?

On touche là l'écueil auquel se heurtent toutes les formules de « revenu universel »¹, qu'elles soient inspirées d'une utopie généreuse, d'une croyance dans les pouvoirs magiques d'une *helicopter money* dispensée par les banques centrales sans contrepartie dans la

production, ou d'un pragmatisme au service du capital, comme les allocations aux familles décidées par Trump : au moment où l'État est censé dépenser davantage pour les chômeurs, ses ressources sont affaiblies par l'impossibilité où ces derniers sont placés de contribuer à la création des richesses sur lesquelles sont prélevés les impôts et les cotisations sociales.

C'est pourquoi nous proposons de prendre le problème sous un angle totalement opposé aux politiques actuelles. Nous proposons de prendre pour point de départ une « ardente obligation » : la réponse à la crise actuelle ne doit pas passer par des suppressions d'emplois et des diminutions de salaires. Créons donc les conditions économiques, financières, politiques qui permettraient à chacun de progresser toute sa vie en alternant exercice d'un emploi productif et participation à une formation, sans jamais passer par la case « chômage ». C'est justement au moment où le problème se pose de la façon la plus aiguë qu'il faut lui apporter une réponse radicale.

La profondeur de la crise oblige en effet à prendre au sérieux l'impératif d'une transformation profonde de l'économie, tenant compte de la révolution écologique et de la révolution informationnelle. La croissance de la productivité ne peut plus dépendre de l'accumulation de capital matériel et financier ; elle devra reposer de plus en plus sur le développement des capacités humaines grâce, en particulier, à une place radicalement nouvelle donnée, dans les parcours individuels comme dans l'équilibre économique d'ensemble, au temps consacré par chacune et chacun à des formations librement choisies.

Les gains de productivité apportés par les nouvelles technologies ne doivent plus servir à renvoyer les salariés sur le marché du travail, c'est-à-dire au chômage. Ils peuvent permettre à la fois le maintien des salaires et une réduction du temps de travail pour tous qui puisse être utilisée pour des activités librement choisies et, en particulier, pour consacrer une part considérablement accrue de la vie de chacun à la formation. Ainsi, dans la crise actuelle, les travailleurs des entreprises dont l'activité est réduite du fait de la chute de la demande ne verraient

pas leur contrat de travail rompu mais bénéficieraient parallèlement d'un contrat de formation professionnelle leur ouvrant la voie à un renforcement de leurs qualifications dans leur métier ou dans un futur métier choisi par eux. Le financement de cette formation serait assuré de façon mutualisée par une contribution des employeurs. En contrepartie de cette augmentation de leurs dépenses pour leurs salariés, les entreprises pourraient bénéficier d'un accès à des crédits bancaires à taux zéro ou négatif, voire très négatif, pour leur permettre de faire face dans l'immédiat à leurs dépenses en salaires et en formation, en anticipation des gains d'efficacité et de richesses qui résulteront, dans quelques années, de la formation de leurs salariés. Le recours aux 3 000 milliards de refinancement promis par la BCE aux banques qui financent les entreprises et les ménages rend possible la mise en place d'un tel dispositif visant à réduire le coût du capital pour les entreprises à condition qu'elles maintiennent l'emploi et les salaires.

Commencer tout de suite à jeter les premières bases d'un système de sécurisation de l'emploi et de la formation

On reconnaît là les principes du système de sécurisation de l'emploi et de la formation qui constitue une composante majeure du projet communiste, tel qu'il est décrit dans le document *Pour un manifeste du Parti communiste du 21^e siècle* adopté au 38^e congrès du PCF. Il ne s'agirait évidemment pas de construire d'un seul coup le système achevé : un grand service public de l'emploi ou de la formation où chacun serait automatiquement inscrit, avec toute la nouvelle logique économique qui permettrait d'éradiquer le chômage en retirant aux détenteurs de moyens financiers le pouvoir de faire de la force de travail humaine une marchandise.

Mais, justement parce qu'un tel système ne peut être construit en un jour, il ne faut pas attendre pour en jeter les premières bases ; il faut commencer à en faire une réponse aux urgences de l'heure.

1. « Revenu de base ? Mauvaise réponse à une vraie question », dossier d'Économie et politique, n° 744-745, juillet-août 2016.



2. Proposition de loi pour une sécurité de l'emploi et de la formation enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale le 25 janvier 2017, présentée par André Chassaigne, François Assensi, Alain Bocquet, Marie-George Buffet, Jean-Jacques Candelier, Patrice Carvalho, Gaby Charroux, Marc Dolez, Jacqueline Fraysse, Nicolas Sansu.

3. *Économie et politique*, n° 764-765, mars-avril 2018.

Cela implique d'arracher au capital le pouvoir de tout subordonner aux critères qui régulent son accumulation. Cela non plus ne se fait pas du jour au lendemain mais dans la création de rapports de forces qui doivent être, le moment venu, matérialisés dans des dispositifs institutionnels.

La création des rapports de forces ne peut reposer que sur les mobilisations sociales. Certaines se manifestent déjà, pour la création d'emplois dans les hôpitaux, pour le maintien ou la reprise d'activité dans des entreprises stratégiques pour la lutte contre la pandémie (Luxfer, FAMAR, usine de masques de Plaintel...). Mais on aura besoin d'un très vaste mouvement, à la hauteur de la catastrophe qui s'annonce: seule une intense bataille politique, montrant des perspectives et leur cohérence économique et politique, peut lui permettre de se développer. C'est ce qui donne tout leur sens aux initiatives telles que la création, dans plusieurs régions, de comités d'urgence et de mobilisation pour la santé, les services publics, l'emploi.

En ce qui concerne les créations institutionnelles nouvelles, une référence historique pourrait être la création des comités d'entreprises et de leurs prérogatives économiques dans le contexte révolutionnaire de la Libération; mais la question posée dans les urgences de 2020 est d'aller beaucoup plus loin qu'au temps de ces «jours heureux», jusqu'à ce qui fait le cœur du pouvoir du capital: les choix portant sur ce qu'il convient de produire, sur les moyens à mettre en œuvre pour le faire et sur l'utilisation de l'argent nécessaire pour se le procurer.

De telles institutions pourraient consister en des commissions régionales ou locales d'urgence et de mobilisation, réunissant tous les acteurs économiques, politiques et sociaux d'un territoire, pour définir des objectifs chiffrés de production dans les secteurs industriels et de services, de créations d'emplois, de conversions d'emplois précaires en emplois stables, de programmes de formation et de recherche... Les travaux de ces conférences locales et régionales convergeraient dans une conférence nationale, dans une synthèse préfigurant une nouvelle forme de planification démocratique et décentralisée. Faire prévaloir une satisfaction

économiquement, socialement et écologiquement efficace des besoins et des exigences de la population, contre l'obsession de la rentabilité du capital, serait l'objet de ces conférences, non par leur vertu propre mais parce qu'elles seraient le point de convergence de mobilisations autonomes des salariés, des citoyens, des élus, dans le prolongement des comités de mobilisations pour l'emploi et les services publics qui ont commencé à se constituer dans certaines régions depuis le début de l'épidémie. D'ailleurs,



Mais on aura besoin d'un très vaste mouvement, à la hauteur de la catastrophe qui s'annonce: seule une intense bataille politique, montrant des perspectives et leur cohérence économique et politique, peut lui permettre de se développer.

les représentants des salariés (les actuels CSE) auraient le droit de saisir ces commissions lorsqu'ils constateraient que leur entreprise ne «joue pas le jeu» de la mobilisation générale pour l'emploi (PSE, délocalisations, placements financiers, évasion fiscale...).

Ces conférences d'urgence et de mobilisation préfigureraient des institutions plus permanentes, des conférences pour l'emploi et la formation qui se réuniraient tous les ans localement, dans les régions et au niveau national, et qui mobiliseraient des fonds régionaux et un fonds national de bonifications d'intérêts et de garanties de prêts, en liaison avec un véritable pôle financier public et avec de nou-

veaux pouvoirs de proposition et d'initiatives des salariés dans les entreprises, des citoyens dans les territoires. De tels dispositifs institutionnels et financiers sont décrits dans la proposition de loi sur la sécurisation de l'emploi et de la formation déposée en 2017 par André Chassaigne² et dans le projet de proposition de loi «entreprises et territoires» publié dans nos colonnes³. Ils participeraient à la mise en place d'une planification économique, sociale et écologique qui innoverait profondément, avec son caractère démocratique et décentralisé, par rapport aux expériences historiques connues, et dont la crise actuelle a mis particulièrement en lumière l'utilité dans un pays comme le nôtre.

La cohérence d'une alternative systémique à la crise du capitalisme financiarisé et mondialisé

On aura sans doute remarqué qu'il ne s'agit pas là d'un catalogue de propositions mais bien plutôt la matière d'un projet politique cohérent: celui d'ouvrir, comme réponse à la crise de la civilisation capitaliste et libérale, un chemin vers le dépassement radical du capitalisme et la construction d'une nouvelle civilisation. Sur le plan économique, la construction d'une sécurité d'emploi et de formation fait partie de ce chemin, puisqu'elle vise au dépassement du marché du travail capitaliste. Elle va de pair avec le dépassement du marché des produits que le travail tire de la nature, de la nature avec le développement de nouveaux services publics et la montée de nouveaux critères de gestion contre la rentabilité capitaliste; avec le dépassement du marché de l'argent *via* une prise de pouvoir sur le crédit bancaire et la création de la monnaie; et avec un dépassement du marché mondial par l'instauration de nouvelles règles de coopération internationale, faisant usage d'une monnaie commune mondiale pour donner une issue positive à la crise de l'hégémonie du dollar et de Wall Street.

Rien n'est plus ambitieux que ce chemin mais rien n'est plus urgent que de commencer à l'emprunter, non pas malgré la crise extraordinaire que nous vivons mais précisément à cause d'elle et des périls qu'il y a urgence à conjurer. ■